

11 | Sécuriser et rassurer les Sénégalais

Le Sénégal vit dans un monde de moins en moins sûr, exacerbé par le terrorisme. Notre modèle sociétal bâti sur la non-violence, la cohabitation pacifique, les valeurs culturelles et religieuses de respect de la vie et de la dignité humaines combiné au professionnalisme incontesté de nos services de sécurité, nous assurent une certaine paix.

Cependant, les derniers développements en termes d'agressions, de rapt, de meurtres crapuleux... nous recommandent prudence et alerte. Ces actes barbares n'épargnent pas les enfants en bas âge et même les nouveau-nés ; ils frappent durement les personnes vivant avec un handicap comme les albinos. Ils surviennent au détour d'anodines disputes d'automobilistes dans la circulation, entre coépouses, entre jeunes amis de quartier...

En matière de protection des données personnelles, les pratiques actuellement mises en œuvre par les opérateurs télécoms présentent des risques de perte de leur contrôle à plusieurs niveaux avec les accès étrangers aux données nationales à partir des infrastructures mutualisées et/ou délocalisées.



◀ Solutions

- Nous améliorerons considérablement les conditions de travail et d'existence de corps qui jouent un rôle crucial dans la sécurisation physique et matérielle des Sénégalais ;
 - Nous renforcerons la formation et l'équipement de nos troupes et privilégierons le renseignement et la coopération militaire aux niveaux sous-régional, régional et international ;
 - Nous affirmerons la souveraineté militaire pleine et entière du Sénégal sur son territoire. À cet effet, nous négocierons la restitution des bases militaires ;
 - Nous installerons dans chaque région un centre tactique de coordination qui sera au centre de la politique sécuritaire de proximité. Son action concernera la police, les sapeurs-pompiers, la gendarmerie, la douane et le service des eaux et forêts ;
 - Nous promulguons et appliquerons la loi d'orientation sur la sécurité intérieure (LOSI) sur la délinquance juvénile ;
 - Nous élaborerons une Stratégie Nationale de Défense et de Sécurité (SNDS) dont l'objectif est de fixer les orientations stratégiques de notre politique de défense et de sécurité
- et servira de document de base pour la définition des budgets des institutions en charge de la défense et de la sécurité nationales ;
- Nous créerons un Bouclier Sécurité et Défense Nationale (BSDN) pour faire face aux menaces liées à la piraterie maritime et protéger nos ressources en hydrocarbures, renforcer l'équipement de la marine nationale par des corvettes, des navires de patrouilles, de drones et d'avions de surveillance maritime, de destroyers etc ;
 - Nous promouvons le comportement citoyen sur la route par l'éducation au code de la route dès l'élémentaire et à travers une communication soutenue en direction des usagers ;
 - Nous renforcerons les moyens humains et matériels de la police et de la gendarmerie avec des brigades motorisées dans les communes urbaines pour plus de proximité et de rapidité dans les interventions ;
 - Nous agréons, des sociétés offrant des services de remorquage pour les véhicules en panne ou ayant subi un accident pour éviter les blocages de la circulation.



16 | Promouvoir l'industrialisation pour un développement endogène

Il nous faut opter pour un modèle alternatif axé sur une transformation structurelle et radicale de notre économie (dont les secteurs clés sont entre les mains de capitaux étrangers), adossée à une bonne politique budgétaire à travers des choix hardis et rationnels dans les politiques de recettes, de dépenses et d'endettement. Ces actions combinées agiront efficacement sur l'activité économique et le niveau de vie du pays à travers le plein emploi, la stabilisation des prix, la croissance économique endogène et l'équilibre extérieur et monétaire.

Notre ambition est de promouvoir un effort créatif interne, qui s'appuie sur le génie et le patriotisme des Sénégalais, pour configurer une structure productive adaptée aux potentialités spécifiquement

nationales et aussi tenter de tirer parti des ouvertures mondiales, mais, en priorité, sous régionales et régionales.

Cette productivité sera assise sur le renforcement des infrastructures de transformation, de conservation et de commercialisation des productions dans les filières de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et des ressources naturelles avec une meilleure intégration dans la filière industrielle.

Nous donnerons la priorité au développement de petites et moyennes industries avec des initiatives ciblées, dans certaines filières, et nous promouvrons la migration vers quelques grands champions avec l'ambition de conquérir rapidement et progressivement les marchés de la sous-région et de l'Afrique.

◀ Solutions

- Nous mettrons en place un programme de compétitivité nationale pour l'industrie en regroupant et en renforçant leur accompagnement technique. A cet effet nous mettrons à leur disposition des lignes de financement et des mesures de défiscalisation dans l'acquisition des équipements de transformation des PMI ;
- Nous boosterons notre capacité de création d'offres technologiques locales de haute valeur ajoutée par la création d'un centre d'innovation industrielle dont la mission sera la recherche d'opportunités de produits industriels sur lesquels les entreprises peuvent se positionner ;
- Nous développerons au niveau des pôles régionaux de développement économique, des zones industrielles par blocs métiers dont certaines seront dédiées à l'export (regroupant chercheurs, enseignants, développeurs et industriels dans les domaines sectoriels prioritaires) ;
- Nous garantirons l'approvisionnement des industries locales en réservant un quota minimal des matières premières extraites au Sénégal à la production locale ;
- Nous promouvrons l'émergence de capitaines d'industrie nationaux avec des mécanismes d'accompagnement sur le financement, la fiscalité et la formation.



18 | Structurer le secteur privé autour des PME/PMI

Il nous faut promouvoir, sans complexe, une bourgeoisie industrielle nationale, qui doit prendre le dessus sur une bourgeoisie compradore et/ou exportatrice, et qui va s'allier aux ouvriers d'industrie et à la classe moyenne salariée autour d'un consensus national sur des objectifs stratégiques à atteindre.

Nous optons donc pour un secteur privé structuré autour d'un tissu dense et diversifié de petites et moyennes entreprises et industries (PME/PMI) adossé à des organisations patronales fortes et véritables moteur de la croissance.

◀ Solutions

- Nous amenderons la Loi sur les PME dans le sens de préciser les définitions des acteurs à savoir Entrepreneur, Très Petite Entreprise, Petites et Moyenne Entreprises en tenant compte de leur secteur d'activité, afin que les orientations fiscales aient un impact positif sur chaque type d'acteur.
- Nous militerons, au sein de la Banque centrale, pour une réorientation des politiques de financement des banques commerciales ;
- Nous ferons de la Caisse de Dépôts et Consignations une holding forte avec des filiales spécialisées dans les filières de l'agro-business, de l'industrie, de l'hôtellerie, de l'immobilier et des travaux publics ;
- Nous mettrons en place, dans chaque région une Maison des Entreprises (ME) regroupant en un seul lieu tous les services d'appui, d'accompagnement et de formation à l'entrepreneuriat (Incubateur Public) et nous définirons le statut de l'entrepreneur afin d'optimiser l'action publique de l'État et de supprimer les cloisons artificielles instaurées entre les services destinés à l'entreprise ;
- Nous passerons progressivement à une fiscalité efficiente compatible avec notre nouveau statut de pays disposant de ressources naturelles que nous comptons gérer dans l'intérêt exclusif du peuple sénégalais. Nous passerons à un taux d'impôt sur les sociétés de 23% en 2023 et les salaires de moins de 250000 Francs seront totalement

19 | Protéger le secteur du commerce pour un impact positif sur les ménages



Le commerce de gros et demi-gros et de détail est principalement contrôlé par des étrangers et de plus en plus dérégulé par l'implantation des grandes surfaces. La faiblesse des prix appliquée par celles-ci attire de plus en plus de consommateurs pendant que les commerçants tirent la sonnette d'alarme sur l'avenir de leurs activités.

Le Sénégal en matière de commerce extérieur est confronté à une réelle extraversion. En réalité, les exportations constituées principalement de produits de base c'est-à-dire de produits qui ne sont pas encore transformés sont largement dépassées par les importations constituées essentiellement de produits manufacturés.

◀ Solutions

- Nous dénoncerons l'Accord de Partenariat Economique (APE) dans sa forme actuelle et nous mettrons plus de cohérence dans notre politique commerciale au regard des différents engagements internationaux (OMC, UEMOA, CEDEAO, ZLEC) et consolider l'union douanière pour la réalisation du marché commun ;
- Nous réviserons la loi sur les transactions électroniques et nous accélérerons le programme national d'adressage des habitations et des entreprises ;
- Nous favoriserons l'émergence de plateformes génériques de commerce électronique dédiées à la production locale (agriculture, pêche, élevage, tourisme, artisanat).



20 | Reconquérir le levier monétaire pour une économie forte

Le système monétaire dans lequel évolue le Franc CFA est conçu et appliqué pour maintenir celui-ci dans la captivité et la dépendance. L'arrimage fixe à l'Euro fait du Franc CFA une monnaie surévaluée, déconnectée de la réalité et de la taille de nos économies sous-développées. Il rend nos pays non compétitifs à l'exportation confinée aux matières premières brutes, desquelles nous obtenons de faibles prix qui aggravent davantage la détérioration des termes de l'échange.

◀ Solutions

Nous optons pour une sortie de ce système monétaire appauvrissant car les banques centrales ayant perdu toute initiative de change, pour maintenir ce taux de réserves, compriment nos économies et réduisent l'activité interne par une limitation des émissions monétaires.

A cet effet, nous privilégions une révision des accords monétaires (FCFA) avec la France dans un sens privilégiant la sortie de la France de l'administration de la BCEAO et donc une monnaie excluant tout dépôt de réserves au Trésor Français. A défaut nous créerons une monnaie nationale pour le Sénégal tout en militant pour une monnaie africaine à l'échelle communautaire, sous-régionale ou régionale, notamment dans le cadre de la CEDEAO.

21 | L'artisanat et la culture pour un tourisme intégré et une société épanouie

L'artisanat, pilier non négligeable de notre politique de substitution des importations, est un excellent levier d'accompagnement du tourisme tout en constituant une alternative pour la satisfaction de la demande locale en biens et services.

Le tourisme souffre, entre autres, d'un déficit de connectivité aux marchés cibles, d'une offre peu diversifiée et insuffisamment compétitive, d'une faiblesse de la qualité des services, d'un manque de main-d'œuvre formée et qualifiée, et d'un déficit de promotion de la destination Sénégal. S'y ajoutent les problèmes environnementaux, parmi lesquels l'avancée de la mer qui menace les réceptifs sur tout le littoral.

